

Intervention
**Prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de
la France au budget de l'Union européenne**

Jean-Paul LECOQ

22 octobre 2018

L'Union européenne est devenue, au fil de sa construction un carcan plutôt qu'une chance pour les peuples.

Il nous reste peu de temps avant les élections du printemps pour démontrer qu'elle peut être réellement une chance, avant de tous nous retrouver avec la gueule de bois.

Malheureusement le chemin pris par la direction actuelle de l'UE ne va pas dans ce sens.

Superbe idée de coopération entre les nations pour bannir la guerre qui rongait le continent depuis des siècles, l'idée d'Union européenne a peu à peu été dévoyée, jusqu'à devenir une union néolibérale, avec pour seul objectif l'augmentation et la protection des profits.

Face à cette absence totale de perspective attractive pour un grand nombre de nos concitoyens européens, et surtout pour faire avaler l'idée néolibérale qu'il n'y aurait pas d'alternative,

Le Président Macron a décidé de couper l'Europe en deux, de diviser pour simplifier à outrance.

Il y aurait « l'axe du Bien » à la tête duquel il se tiendrait sur son cheval blanc, et qui lutterait pied à pied contre « l'axe du Mal ».

Cet « axe du Bien » serait celui des néolibéraux qui veulent que le capital circule plus vite que les humains, et que toute action publique est une entrave à la libre concurrence.

Pour nous qui n'avons aucune leçon d'Europe à recevoir, cette Europe là, c'est l'Europe de la souffrance sociale, du sur-place écologique, de la compétition entre les peuples, et c'est une Europe porteuse de la fin des services publics depuis la tour d'ivoire bruxelloise.

L'« axe du Mal » c'est celui des nationalistes qui voient l'avenir dans la reproduction des affres qui ont conduit à la misère et à la désolation sur tout le continent.

Mais il se nourrit de la désillusion, de la déception, de la colère, du dépit des peuples victimes des politiques néolibérales.

Pour eux, la seule alternative passe par le repli sur soi et la xénophobie. Le retour des barrières, des murs, du protectionnisme.

Résultat, la politique européenne est littéralement prise en otage par ces deux groupes partageant le même manichéisme.

D'un côté, les néolibéraux de Macron ou de Merkel ont besoin des néofascistes pour être élus, car l'extrême droite catalyse la haine et les peurs.

Ils se sont choisis comme ennemi réciproque, et ça tombe bien, cela arrange les tenants du néolibéralisme. Ça permet de faire diversion.

L'extrême droite est bien l'idiot utile du néolibéralisme.

Et l'extrême droite a besoin que soit menée une politique antisociale pour justifier son existence et pour justifier la violence sur les minorités.

Elle se gave de toutes les injustices pour prospérer et, comme un marchand de rêve, pour proposer des solutions simplistes.

Et quand du haut de l'estrade sur laquelle ils ont été portés sans aucun vote citoyen, les commissaires viennent tenter de bloquer des programmes ayant été validés démocratiquement par les peuples, en Grèce ou en Italie par exemple, pour trier ce qui serait bon ou néfaste,

Quand ils feignent d'ignorer que l'Irlande du Nord fait partie du Royaume Uni pour faire capoter un brexit négocié et imposer un brexit punitif,

Quand ils ont laissé les banquiers et la finance détourner les législations nationales pour encourager l'optimisation et la fraude fiscale, ou se goinfrer sur les conséquences de la crise de 2008 dont ils ont pourtant été sauvés par les Etats et les contribuables,

Quand ils rayent de la carte, sans concertation, les ports français des projets de nouveaux corridors maritimes pour servir ceux, plus au nord, qui fonctionnent sur un modèle ultra-libéral,

ils ne font qu'alimenter ceux qu'ils dénoncent et creuser le fossé entre les nations et l'union.

Puis, ils viennent avec leurs larmes de crocodile s'alarmer des montées des extrêmes dans les urnes.

La politique en Europe est dans l'impasse.

Plutôt que de se laisser enfermer par ces postures qui nous mènent droit dans le mur, nous communistes, et nous ne sommes pas les seuls loin de là, avons toujours proposé et agit pour une Europe des peuples, pour une Europe où la solidarité et la coopération seraient les maîtres mots.

Une Europe :

où le droit du travail serait protecteur partout,
où la pauvreté reculerait enfin,
où la coopération aurait pris le pas sur la concurrence,
où les services publics seraient préservés comme un bien et non pas considérés comme une manne financière échappant aux appétits du privé,

où la défense de la Nature, de la biodiversité et du climat serait une priorité,

et où tout cela fonctionnerait avec une fiscalité puissante, et surtout sans fuite.

Bref, une Europe où le dumping social, économique, écologique ou fiscal ne serait plus que les vestiges de l'ancien monde.

Il paraît fondamental de répéter cette volonté-là tant les débats aujourd'hui ne tournent qu'autour du combat des néofascistes contre les néolibéraux.

Nous refusons d'admettre que l'Europe, cette magnifique construction, ne se réduise à cela.

Les 28 commissaires européens qui élaborent le budget sont choisis par les pays membres de manière totalement opaque pour gérer l'Union européenne de fait.

Et ces gens-là donnent des leçons de démocratie !

Dans le plus confortable des entre-soi, les commissaires décident de bien des choses à commencer par les traités de libre-échange.

S'agissant des barrières tarifaires pour reprendre le jargon volontairement péjoratif, c'est-à-dire tout simplement des droits de douane, l'Union européenne est toujours prompte à les supprimer.

Et peu importe que les subsides issus des douanes représentent la seule source de financement propre du budget de l'Union !

Au moment de boucler le budget, il suffit de demander aux États d'augmenter leur contribution au budget et l'affaire est réglée !

En 1988, la contribution des États représentait moins de 11 % du financement de l'Union européenne, contre 28 % provenant des droits de douane.

Aujourd'hui, la contribution des États finance plus de 70 % du budget communautaire, complété par seulement 16 % provenant des droits de douane.

Le budget de l'Union de 2019 s'élèvera à 165,6 milliards d'euros de crédits d'engagements et à 148,7 milliards en crédits de paiement.

Avec des contributions des États à hauteur de 70 % du budget, ce sont plus de 100 milliards qui sont mobilisés par les États membres pour le budget européen.

Parce qu'il ne faut pas oublier que c'est là le fond de notre débat : pourquoi la France paie 21,5 milliards à l'Union européenne ?

Parce que l'Union européenne n'est pas capable de prélever des taxes elle-même et qu'elle se contente de demander plus à ses États membres.

On le voit avec les traités du type CETA par exemple ou d'autres.

Et après, les Commissaires s'étonnent qu'un sentiment anti-européen se soit durablement installé en Europe ?

Après avoir martyrisé le peuple grec, après avoir imposé un carcan budgétaire qui étouffe les États membres, et après avoir négocié en secret plusieurs traités de libre-échange, on s'étonne encore ?

Que voulons-nous ?

Qu'attendons-nous, ou plutôt, que sommes-nous en mesure d'attendre de l'Union européenne actuelle ?

Le budget 2019 de l'Union européenne qui est discuté ici à travers le prélèvement des ressources françaises n'est pas encourageant.

Le budget actuel va certes encore majoritairement à la Politique Agricole Commune.

Une Politique Agricole Commune qui, comme l'a souligné à juste titre le rapport d'information présenté par nos collègues Freschi et Chassaigne, n'est pas une politique du passé dont il faudrait réduire la part dans le budget européen.

Pourtant sa part n'a cessé de décroître, pour atteindre moins de 40 % des dépenses communautaires aujourd'hui, contre deux tiers au début des années 1980. Son coût ne représente plus que 100 euros par habitant et par an.

Ce budget est également marqué par une augmentation des crédits liés à la sécurisation des frontières et contre les migrations.

Voulons-nous de cette Europe forteresse ?

L'Union européenne devient recroquevillée et paranoïaque.

L'agence « Frontex » qui sert à la protection des frontières va voir ses effectifs passer de 1 400 à plus de 10 000 agents.

Ce sont 33 milliards qui seront affectés à la protection de nos frontières et 20 milliards pour la défense !

Cette obsession pour la sécurité de l'Union tourne au ridicule : la crise migratoire est profonde et ce n'est pas en laissant mourir les migrants à nos portes que nous serons en sécurité.

Dois-je rappeler que la Méditerranée est la route migratoire la plus dangereuse du monde qui a vu périr près de 17 000 êtres humains depuis 2014 ?

La sécurité dans ces pays du Sud, nous l'obtiendrons en permettant aux pays en crise de se reconstruire, par de l'éducation, des services de santé importants, des infrastructures de base et des services publics forts.

Et pour cela, il faut intensifier les aides publiques au développement et surtout arrêter de mener des guerres destructrices pour la stabilité de zones géographiques considérables comme en Libye.

En Europe, la sécurité, nous l'obtiendrons par ces mêmes recettes : meilleure santé, meilleure éducation, intégration sur le marché du travail, services publics présents, etc.

Bref, nous n'obtiendrons pas ces résultats tant que nos budgets seront muselés par Bruxelles.

Gagner la paix est toujours plus long et plus couteux, mais bien plus durable !

Cette montée en puissance de l'Union européenne sur les sujets sécuritaire va à rebours de ce qu'il se prépare.

Dans quelques décennies, les migrants climatiques devront être accueillis à bras ouverts.

Les racines des maux écologiques actuels proviennent de la révolution industrielle que nous, pays d'Europe avons mené depuis le début du 19^e siècle.

D'autant plus lorsque l'on sait que l'UE est la 3^e puissance qui émet le plus le CO2 au monde.

Le budget européen, amputé du Royaume-Uni dès 2019 ferait mieux d'être plus attentif aux besoins des peuples qui luttent pour une société plus équitable, éthique, plutôt que d'écouter ceux qui œuvrent à un monde où notre boussole indique le profit plutôt que la solidarité.

Dans cette nouvelle guerre froide entre les néos fascistes et libéraux, le seul cap à suivre pour sortir l'Europe de l'ornière, est celui qui conduira chaque Français, chaque Italien, chaque Espagnol à considérer qu'il est aussi Européen parce qu'il ne verra aucune contradiction, et au contraire que des complémentarités, entre ces deux filiations.

Nous ne voterons pas ce prélèvement.